



## Les quatre cavaliers de l'apocalypse et Gaza

Joe Biden se fie à des conseillers dont la vision passe par le prisme de la mission civilisatrice de l'Occident des "races inférieures" pour définir sa politique à l'égard d'Israël et du Moyen-Orient.

Par [Chris Hedges](#)

Mondialisation.ca, 23 janvier 2024

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Guerre USA OTAN](#)

*Image : Frères de sang - par M. Fish*

Les stratégies de Joe Biden pour le Moyen-Orient – Antony Blinken, Jake Sullivan et Brett McGurk – ne connaissent pas grand-chose au monde musulman et nourrissent une profonde animosité à l'égard des mouvements de résistance islamiques. Ils considèrent que l'Europe, les États-Unis et Israël se trouvent impliqués dans un choc des civilisations entre l'Occident éclairé et un Moyen-Orient barbare. Ils pensent que la violence peut faire plier les Palestiniens et les autres Arabes selon leur bon vouloir. Ils défendent la puissance de feu écrasante des armées américaine et israélienne comme la clef de la stabilité régionale – une illusion qui alimente les feux de la guerre régionale et perpétue le génocide à Gaza.

En bref, ces quatre hommes font preuve d'une incompetence crasse. Ils rejoignent les rangs d'autres dirigeants dépassés, tels que les protagonistes du massacre suicidaire de la Première Guerre mondiale, du borborygme du Viêt Nam ou de la série de débâcles militaires récentes en Irak, en Libye, en Syrie et en Ukraine. Ils sont dotés du pouvoir présomptif conféré à l'exécutif qui leur permet de court-circuiter le Congrès, de fournir des armes à Israël et de lancer des frappes militaires au Yémen et en Irak. Ce club restreint de disciples convaincus écartent les conseillers plus pondérés et éclairés du département d'État et des services de renseignement, qui considèrent que le refus de l'administration Biden de faire pression sur Israël pour mettre un terme au génocide en cours est peu judicieux et dangereux.

Biden a toujours été un ardent [militariste](#) – il appelait à la guerre contre l'Irak cinq ans avant que les États-Unis ne l'envahissent. Il a forgé sa carrière politique en exploitant le mépris de la classe moyenne blanche pour les mouvements populaires, notamment les luttes anti-guerre et les mouvements de défense des droits civiques, qui ont ébranlé le pays dans les années soixante et soixante-dix. C'est un républicain qui se fait passer pour un démocrate. Il a rejoint les ségrégationnistes du Sud pour s'opposer à l'intégration des élèves noirs dans les écoles réservées aux Blancs. Il s'est opposé au financement fédéral des interruptions de grossesse et a soutenu un amendement constitutionnel autorisant les États à les restreindre. En 1989, il a agressé le président George H. W. Bush, lui reprochant d'être trop laxiste dans la "guerre contre la drogue". Il a été l'un des [concepteurs](#) de la [loi sur la criminalité de 1994](#) et d'[une série d'autres lois radicales](#) qui ont fait plus que doubler la population carcérale américaine, ont militarisé la police et fait adopter des lois sur les

stupéfiants en vertu desquelles des citoyens sont incarcérés à vie sans possibilité de libération conditionnelle. Il a soutenu l'accord de libre-échange nord-américain, [la plus grande trahison](#) de [la classe ouvrière](#) depuis la loi Taft-Hartley de 1947. Il a toujours été un fervent [défenseur](#) d'Israël, [se vantant](#) d'avoir organisé plus de collectes de fonds pour l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) que n'importe quel autre sénateur.

“Comme nombre d'entre vous l'ont déjà entendu dire, s'il n'y avait pas d'Israël, l'Amérique devrait l'inventer. Nous devrions l'inventer parce que... vous protégez nos intérêts comme nous protégeons les vôtres”,

a [déclaré](#) M. Biden en 2015, devant un public composé notamment de l'ambassadeur d'Israël, lors de la 67e célébration annuelle de la Journée de l'indépendance d'Israël à Washington D.C. Au cours de ce même discours, il a ajouté :

“La vérité, c'est que nous avons besoin de vous. Le monde a besoin de vous. Imaginez ce que cela signifierait pour l'humanité et l'avenir du XXIe siècle si Israël n'était pas fort, dynamique et libre”.

L'année précédente, M. Biden avait fait [l'éloge d'Ariel Sharon](#), l'ancien premier ministre et général israélien [impliqué](#) dans des [massacres](#) de Palestiniens, de Libanais et d'autres populations en Palestine, en Jordanie et au Liban – ainsi que de prisonniers de guerre égyptiens – depuis les années 1950. Il a décrit Sharon comme

“faisant partie de l'une des générations fondatrices les plus remarquables de l'histoire non pas de cette nation, mais de n'importe quelle autre”.

Tout en désavouant Donald Trump et son administration, Joe Biden [n'est pas revenu sur l'abrogation](#) par Trump de [l'accord sur le nucléaire iranien](#) négocié par Barack Obama, ni sur les [sanctions](#) prises par Trump à l'encontre de l'Iran. Il a souscrit aux engagements de Trump en faveur de l'Arabie saoudite, notamment la réhabilitation du prince héritier et Premier ministre Mohammed bin Salman, après [l'assassinat](#) du journaliste saoudien Jamal Khashoggi en 2017 au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul. Il n'est pas intervenu pour endiguer les attaques israéliennes contre les Palestiniens et l'expansion des colonies en Cisjordanie. Il n'est pas revenu sur le déplacement par Trump de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem, bien que l'ambassade soit [située sur des terres qu'Israël a illégalement colonisées](#) après avoir envahi la Cisjordanie et la bande de Gaza en 1967.

En tant que sénateur du Delaware durant sept mandats, Biden a reçu [plus de soutien financier de la part de donateurs pro-israéliens](#) que n'importe quel autre sénateur depuis 1990. Il conserve ce record bien que sa carrière de sénateur ait pris fin en 2009, lorsqu'il est devenu vice-président d'Obama. M. Biden explique son engagement envers Israël comme étant *“personnel”* et *“politique”*.

Il a [fait sienne](#) la propagande israélienne – y compris les affabulations sur [les bébés décapités](#) et les viols généralisés de femmes israéliennes par les combattants du Hamas – et a appelé le Congrès à [fournir](#) 14 milliards de dollars d'aide supplémentaire à Israël depuis l'attentat du 7 octobre. Il a [court-circuité](#) le Congrès à deux reprises pour fournir à Israël des tonnes de bombes et de munitions, dont [au moins 100 bombes d'une tonne](#), destinées à la

campagne de destruction massive dans la bande de Gaza.

Israël a [tué ou gravement blessé](#) près de 90 000 Palestiniens à Gaza, soit près d'un habitant sur 20. Il a détruit ou endommagé plus de [60 % des habitations](#). Les "zones de sécurité", vers lesquelles quelque 2 millions de Gazaouis avaient reçu l'ordre de fuir dans le sud de la bande de Gaza, ont été bombardées, faisant des milliers de victimes. Selon les Nations unies, les Palestiniens de Gaza représentent aujourd'hui [80 % des populations confrontées à la famine ou à une famine extrême](#) dans le monde. Un quart de la population est affamée et lutte pour trouver de quoi se nourrir et de l'eau potable. La famine est imminente. Les 335 000 enfants de moins de cinq ans courent [un risque majeur de malnutrition](#). Quelque 50 000 femmes enceintes sont [privées](#) de soins de santé et d'une alimentation équilibrée.

Et tout cela pourrait s'arrêter si les États-Unis décidaient d'intervenir.

"Tous nos missiles, nos munitions, nos bombes téléguidées, nos avions et nos explosifs proviennent des États-Unis",

a [déclaré](#) le général de division israélien à la retraite Yitzhak Brick au Jewish News Syndicate.

"À la minute où ils fermeront le robinet, vous serez dans l'impossibilité de continuer à combattre ... Chacun sait que nous ne pouvons mener cette guerre sans l'aide des États-Unis. Fin de l'histoire."

Blinken était le principal [conseiller](#) de Biden en matière de politique étrangère lorsque ce dernier était le démocrate le plus influent au sein de la commission des affaires étrangères. Il a milité, aux côtés de M. Biden, en faveur de l'invasion de l'Irak. Lorsqu'il était conseiller adjoint à la sécurité nationale d'Obama, il a préconisé [le renversement de Mouammar Kadhafi](#) en Libye en 2011. Il s'est opposé au retrait des forces américaines de Syrie. Il a [oeuvré](#) au désastreux [Plan Biden](#) de [découpage de l'Irak](#) selon des critères ethniques.

"Au sein de la Maison Blanche d'Obama, Blinken a joué un rôle déterminant dans l'imposition de sanctions contre la Russie suite à l'invasion de la Crimée et de l'est de l'Ukraine en 2014, et a ensuite lancé des appels, finalement infructueux, pour que les États-Unis arment l'Ukraine", [selon l'Atlantic Council](#), le think tank non-officiel de l'OTAN.

Lorsque M. Blinken a atterri en Israël à la suite des attaques du Hamas et d'autres groupes de résistance le 7 octobre, il a [annoncé](#) lors d'une conférence de presse avec le Premier ministre Benjamin Netanyahu :

"Je me présente devant vous non seulement en tant que secrétaire d'État américain, mais aussi en tant que Juif".

Il a tenté, au nom d'Israël, de faire pression sur les dirigeants arabes pour qu'ils accueillent les 2,3 millions de réfugiés palestiniens qu'Israël entend expulser de Gaza par son opération de nettoyage ethnique, proposition qui a suscité l'indignation des [dirigeants arabes](#).

Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale de Biden, et McGurk sont des opportunistes finis, des bureaucrates machiavéliques qui servent les centres de pouvoir en place, y compris le lobby israélien.

M. Sullivan a été [le principal architecte de la stratégie de Hillary Clinton](#) en [Asie](#). Il a [soutenu](#) l'accord de partenariat transpacifique sur les [droits des entreprises](#) et des investisseurs, présenté comme [susceptible d'aider](#) les États-Unis à [contenir](#) la Chine. Face à [l'opposition massive](#) de l'opinion publique américaine, Donald Trump a finalement mis fin au partenariat commercial. [Son objectif](#) est de contrecarrer la montée en puissance de la Chine, notamment par [l'expansion](#) de l'armée américaine.

Bien qu'il ne se concentre pas sur le Moyen-Orient, M. Sullivan est un fanatique de la politique étrangère qui adopte par réflexe le recours à la force pour façonner le monde en fonction des exigences des États-Unis. Il [adhère](#) au keynésianisme militaire, [affirmant](#) que les dépenses publiques massives dans l'industrie de l'armement profitent à l'économie nationale.

Dans un essai de 7 000 mots pour le magazine Foreign Affairs, publié cinq jours avant les attentats du 7 octobre, qui ont fait quelque 1 200 morts parmi les Israéliens, M. Sullivan a [étalé au grand jour](#) son ignorance de la dynamique du Moyen-Orient.

“Bien que le Moyen-Orient reste confronté à des défis permanents”, [écrit-il](#) dans la version originale de l'essai, “la région est plus calme qu'elle ne l'a été depuis des décennies”, ajoutant que malgré des frictions “sérieuses”, “nous avons désamorcé les crises à Gaza”.

M. Sullivan ignore les aspirations palestiniennes et le soutien rhétorique de Washington à une solution à deux États dans l'article, réécrit à la hâte dans la version en ligne après les attentats du 7 octobre. Il écrit dans son article original :

“Lors d'une réunion à Djeddah, en Arabie saoudite, l'année dernière, le président a exposé sa politique pour le Moyen-Orient dans un discours adressé aux dirigeants des membres du Conseil de coopération du Golfe, de l'Égypte, de l'Irak et de la Jordanie. Son approche redonne une certaine discipline à la politique américaine. Elle met l'accent sur la dissuasion de toute agression, le désamorçage des conflits et la participation de la région à des projets d'infrastructure communs et à de nouveaux partenariats, y compris entre Israël et ses voisins arabes.”

M. McGurk, assistant adjoint du président Biden et coordinateur pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au sein du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche, a été l'un des principaux architectes de la “*montée en puissance*” de Bush en Irak, qui a précipité le bain de sang. Il a ensuite [exercé](#) les fonctions de conseiller juridique auprès de l'Autorité provisoire de la coalition et de l'ambassadeur des États-Unis à Bagdad. Il est ensuite devenu le tsar anti-ISIS de Trump.

Il ne parle pas l'arabe - aucun des quatre hommes ne le parle - et est arrivé en Irak sans rien connaître de son histoire, de ses peuples ou de sa culture. Néanmoins, il a [participé](#) à la rédaction de la constitution provisoire de l'Irak et supervisé la transition juridique entre l'Autorité provisoire de la coalition et le gouvernement intérimaire irakien dirigé par le Premier ministre Ayad Allawi. M. McGurk a été l'un des premiers à soutenir Nouri al-Maliki,

Premier ministre de l'Irak entre 2006 et 2014. Al-Maliki a bâti un État sectaire contrôlé par les chiïtes et s'est profondément aliéné les Arabes sunnites et les Kurdes. En 2005, M. McGurk a été transféré au Conseil national de sécurité (NSC), où il a exercé les fonctions de directeur pour l'Irak, puis d'assistant spécial du président et de directeur principal pour l'Irak et l'Afghanistan. Il a fait partie du personnel du NSC de 2005 à 2009. En 2015, il a été [nommé envoyé spécial](#) du président Obama pour la coalition mondiale de lutte contre [ISIL](#) [*Islamic State in Iraq and the Levant : L'État islamique, aussi appelé Daech ou ISIS*]. Il a été gardé par Trump jusqu'à sa démission en décembre 2018.

En avril 2021, un article intitulé "[Brett McGurk : A Hero of Our Times](#)" [*Brett McGurk : un héros de notre temps*], publié dans le *New Lines Magazine* par Paul Wood, ancien correspondant de la BBC pour les affaires étrangères, brosse un portrait accablant de M. McGurk. M. Wood écrit :

Un diplomate occidental haut placé qui a servi à Bagdad m'a dit que McGurk avait représenté un désastre absolu pour l'Irak. "C'est un gestionnaire accompli à Washington, mais rien n'indique qu'il s'intéresse aux Irakiens ou à l'Irak en tant que pays peuplé de populations bien réelles. Pour lui, le pays constituait simplement un défi bureaucratique et politique". Un observateur présent à Bagdad avec McGurk l'a qualifié de Machiavel réincarné. "C'est l'intelligence, l'ambition et l'impitoyable volonté de gravir les échelons, quel qu'en soit le prix".

[...]

Un diplomate américain en poste à l'ambassade lors de l'arrivée de M. McGurk s'est étonné de sa progression fulgurante. "Brett ne rencontre que des gens parlant anglais. ... Seuls quatre membres du gouvernement parlent anglais. Et d'une manière ou d'une autre, il est aujourd'hui celui qui devrait décider du sort de l'Irak ? Comment est-ce possible ?"

Même ceux qui n'aimaient pas McGurk ont dû admettre qu'il est doté d'une formidable intelligence et qu'il est un travailleur acharné. Il est également un écrivain talentueux, ce qui n'a rien de surprenant puisqu'il a été l'assistant du président de la Cour suprême, William Rehnquist. Son ascension a fait écho à celle d'un homme politique irakien nommé Nouri al-Maliki, un carriériste en aidant l'autre. Telle est la tragédie de McGurk – et celle de l'Irak.

[...]

Les détracteurs de McGurk affirment que sa méconnaissance de l'arabe a fait qu'il n'a pas perçu les sous-entendus haineux et sectaires des propos tenus par al-Maliki lors des réunions, et ce dès le début de sa mission. Les traducteurs ont censuré ou n'ont pas réussi à suivre. Comme beaucoup d'Américains en Irak, McGurk était aveugle à ce qui se passait autour de lui.

Al-Maliki est la conséquence de deux erreurs commises par les États-Unis, dont la part de responsabilité de McGurk reste controversée. La première erreur a été la "solution des 80 %" pour gouverner l'Irak. Les Arabes sunnites menaient une insurrection sanglante, mais ils ne représentaient que 20 % de la population. La théorie voulait que l'on puisse diriger l'Irak avec les Kurdes et les Chiïtes. La deuxième erreur a été d'identifier les chiïtes aux partis religieux purs et durs soutenus par l'Iran. Al-Maliki, membre du parti religieux Da'wa, en a bénéficié.

Dans un [article](#) publié dans le HuffPost en mai 2022 par Akbar Shahid Ahmed, intitulé

*“Biden’s Top Middle East Advisor ‘Torched the House and Showed Up With a Firehose’” [Le principal conseiller de Biden pour le Moyen-Orient ‘a mis le feu à la baraque puis s’est pointé avec un tuyau d’arrosage’].*, McGurk est décrit par un collègue, qui a demandé à ne pas être nommé, comme

“le bureaucrate le plus talentueux qu’ils aient jamais vu, avec le pire jugement en matière de politique étrangère jamais constaté”.

McGurk, comme d’autres membres de l’administration Biden, se concentre curieusement sur ce qui suivra la campagne génocidaire d’Israël, plutôt que d’essayer d’y mettre un terme. McGurk a [suggéré](#) de refuser l’aide humanitaire et une trêve dans les combats à Gaza tant que tous les otages israéliens n’auront pas été libérés. M. Biden et ses trois plus proches conseillers politiques ont plaidé pour que l’Autorité palestinienne – un régime fantoche israélien méprisé par la plupart des Palestiniens – prenne le contrôle de la bande de Gaza une fois qu’Israël aura fini de la raser. Ils ont appelé Israël, depuis le 7 octobre, à prendre des mesures en faveur d’une solution à deux États, proposition [rejetée](#) lors d’une humiliante rebuffade publique de M. Netanyahu contre la Maison-Blanche de M. Biden.

La Maison Blanche de Biden passe le plus clair de son temps à négocier avec les Israéliens et les Saoudiens, qui font l’objet de pressions pour normaliser les relations avec Israël et aider à la reconstruction de Gaza, plutôt qu’avec les Palestiniens, qui ne sont au mieux qu’un point de détail. Il pense que la clé pour mettre fin à la résistance palestinienne se trouve à Riyad, résumée dans un document top secret dont McGurk s’est fait le promoteur intitulé *“Pacte de Jérusalem-Jeddah”*, a [rapporté](#) le *HuffPost*. Il ne peut ni ne veut freiner la soif de sang d’Israël, qui a notamment procédé à des frappes de missiles dans un quartier résidentiel de Damas, en Syrie, samedi, [tuant](#) cinq conseillers militaires du Corps des gardiens de la révolution islamique d’Iran, et à [une attaque de drone](#) au Sud-Liban, dimanche, qui a tué deux membres importants du Hezbollah. Ces provocations israéliennes ne resteront pas impunies, comme en témoignent les missiles balistiques et les roquettes [lancés](#) dimanche par des militants dans l’ouest de l’Irak, qui ont pris pour cible le personnel américain stationné sur la base aérienne d’Al-Assad.

L’idée, digne d’Alice au pays des merveilles, selon laquelle un pacte diplomatique entre Israël et l’Arabie saoudite serait la clé de la stabilité régionale une fois le massacre de Gaza achevé est stupéfiante. [Le génocide israélien](#) et la complicité de Washington sapent la crédibilité et l’influence des États-Unis, en particulier dans les pays du Sud et le monde musulman. Il engendre une nouvelle génération de Palestiniens en colère, dont les familles ont été anéanties et les maisons détruites, qui réclameront vengeance.

Les politiques préconisées par l’administration Biden ne se contentent pas d’ignorer allègrement les réalités du monde arabe, mais aussi celles d’un État israélien extrémiste qui, avec un Congrès financé et contrôlé par le lobby israélien, se moque éperdument de ce que la Maison Blanche de Biden peut bien inventer. Israël n’a [pas la moindre intention](#) de créer un État palestinien viable. Son [objectif](#) est le nettoyage ethnique des 2,3 millions de Palestiniens de Gaza et l’annexion de Gaza par Israël. Lorsqu’Israël en aura fini avec Gaza, il se tournera vers la Cisjordanie, où les raids israéliens ont dorénavant cours presque tous les soirs et où [des milliers](#) de personnes ont été arrêtées et détenues [sans inculpation](#) depuis le 7 octobre.

Ceux qui dirigent la Maison Blanche de Biden courent après des arcs-en-ciel. La course folle



de ces quatre souriceaux sourds et aveugles perpétue les souffrances cataclysmiques des Palestiniens, alimente une guerre régionale et présage un nouveau chapitre tragique et autodestructeur des deux décennies de fiascos militaires américains au Proche-Orient.

Chris Hedges

Article original en anglais : [The Four Horsemen of Gaza's Apocalypse](#), le 21 janvier 2023.

Traduction : [Spirit of Free Speech](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Chris Hedges](#), Mondialisation.ca, 2024

---

Articles Par : [Chris Hedges](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)